Cérémonie commémorative au camp du Struthof

Category: 1942-1945,Europe de l'Ouest,Evénements
1 octobre 2024

A l'occasion des 80 ans de l'assassinat des résistants du réseau *Alliance* et du *Groupe Mobile Alsace Vosges* (GMAVosges) et de l'évacuation du camp de concentration de Natzweiler, l'ONAC-VG a organisé le 31 août une grande cérémonie commémorative, avec le soutien de plusieurs associations dont l'AASSDN, rassemblant le matin plusieurs centaines de personnes sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof, cérémonie qui s'est poursuivie l'après-midi au Mémorial Alsace-Moselle de Schirmeck.

L'AASSDN Alsace était présente en nombre à cette cérémonie à laquelle elle avait convié plusieurs membres de l'Union nationale des combattants (UNC) du Bas-Rhin dont le président et le porte-drapeau, conformément à la convention qui unit les deux organismes et qui vise à développer des actions communes dans le cadre du devoir de mémoire. Une quinzaine de membres de l'amicale dont les deux délégués alsaciens, Jean-Paul Beck et Christian Poutard, et le porte-drapeau, François Fath, ont ainsi participé à cette commémoration de près de deux heures ponctuée de lectures et de chants. La cérémonie s'est achevée par un dépôt de gerbes. Le délégué Alsace de l'amicale et le président de l'association du GMA Vosges ont déposé chacun une gerbe au nom de leur amicale devant la fosse aux cendres. En dehors des dépôts de gerbes officiels, seuls l'AASSDN et le GMA Vosges avaient été conviés, en tant qu'association, à déposer des gerbes au cours de la cérémonie.



Après le déjeuner, plusieurs membres se sont rendus au Mémorial où était organisée une visite de l'exposition permanente suivie d'une visite du camp de Vorbruck-Schirmeck. L'équipe du Mémorial Alsace-Moselle et du Centre européen du résistant déporté avait installé à cet effet, sur le chemin menant au Mémorial, les 146 portraits des résistants du réseau Alliance et du Groupe mobile Alsace-Vosges assassinés la nuit du 1er au 2 septembre 1944.

De Vichy à Genève : Les réseaux secrets du colonel Georges Groussard, alias Eric

Category: 1940-1942,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,L'action des services avant et après 1942,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?
1 octobre 2024

Colonel Georges Groussard, alias Gilbert et Eric, fut un maître du renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale, dirigeant les "Réseaux Gilbert" et collaborant étroitement avec l'Intelligence Service britannique. Malgré les obstacles, il organisa une résistance efficace contre les Allemands depuis la Suisse et joua un rôle clé dans

l’arrestation de Laval.



Photo :

Hommage au colonel
Georges Groussard,
le 25 Mai 2024

Avec
Dominique Fonvielle
et Alain Juillet

En 1942, le colonel Groussard était réputé être l’homme le mieux renseigné de France. Ses « Réseaux Gilbert », qu’il anime depuis la Suisse, couvrent pratiquement la France entière et une partie de l’Italie. La qualité des renseignements fournis à l’Intelligence Service lui vaudra d’être nommé Officier dans l’Ordre du British Empire, (OBE), distinction que les Britanniques ne distribuent qu’au compte-goutte.

En 1938, Commandant en second, puis Commandant l'École Spéciale Militaire en août 1939, il assure jusqu'au bout la formation de ses élèves qui prendront comme nom de promotion, en mars 1940, le nom d'Amitié Franco-Britannique, avant de rejoindre le front. Lui-même est nommé chef d'État-Major du 12ème Corps d'Armée, puis rejoint Paris avec le général Dentz nommé Gouverneur de Paris, comme Chef d'État-Major. Il a la pénible tâche de livrer Paris aux Allemands.

L'officier héroïque de la Première guerre mondiale ne peut admettre l'armistice, tout en conservant un grand respect à la personne du Maréchal. Ce Vendéen, descendant de grands-parents dreyfusards, époux de Véra Berstein, avec laquelle il s'est initié au renseignement en Bulgarie dès 1928, lorsqu' elle avait voulu retourner sur la terre de son enfance, ne pouvait rester inactif.

Alors qu'il est sur le point de passer général, il demande à être mis en congé d'Armistice. Avec l'appui du ministre de l'Intérieur Peyrouton et du ministre de la Guerre, le général Huntziger, il est nommé Inspecteur général des Services de la Sûreté Nationale. Sous cette « couverture », il va entreprendre de créer, depuis Vichy, le CIE (Centre d'Information et d'Études) et les Groupes de Protection, une organisation secrète de cadres sous-officiers et officiers capable de reprendre la guerre, officiellement chargée de la protection du régime. Il s'inspire ainsi de l'exemple allemand du général von Seeckt après le traité de Versailles (1919, 22, 29), en camouflant des activités interdites sous des organismes officiellement reconnus.

Mais Vichy n'est pas Weimar, et le projet se heurtera à « l'hypothèque Vichy »[1] et à la politique de collaboration.

Avec l'accord de Huntziger et l'aide de Pierre Fourcaud[2], il effectue en juin 1941 un voyage clandestin à Londres où il rencontre personnellement Winston Churchill, Premier ministre, Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères et John Winant, ambassadeur des Etats-Unis, ainsi que les chefs du MI6 avec lesquels il est vraisemblablement en relation depuis 1940. Malgré sa demande, il ne peut rencontrer le général De Gaulle alors en tournée au Moyen-Orient, et se heurte à l'hostilité des gaullistes[3] qu'il rencontre pourtant longuement, malgré les réticences des Britanniques.

Le colonel Groussard et ses Groupes de protection participent à l'arrestation de Laval en décembre 1941, mais lui-même est arrêté sur ordre de Darlan et interné à plusieurs reprises. Son projet s'effondre, les Groupes de Protection et le CIE sont dissous sur ordre des Allemands. Qu'importe, il change son fusil d'épaule et, sachant que la Grande-Bretagne, seule encore dans la lutte contre les Allemands, a avant tout besoin de renseignement opérationnel, avec l'aide de ses amis et relations, il donne la priorité aux réseaux Gilbert qui vont rapidement se déployer et se montrer particulièrement efficaces.

Ses partisans se nomment Virret, Kapp, Bruno, le Préfet Jacques Juillet (en 1942 à la direction du personnel de l'Administration Préfectorale à Vichy)[4]. Sa fille Françoise, alors âgée de 12 ans lui servira, lors de ses périodes de détention, d'agent de liaison.

Il est par ailleurs en contact étroit avec les réseaux clandestins des SR et CE montés depuis le « Serment de Bon Encontre », avec Paillole, Rivet, les colonels Ronin et Baril, ainsi que les groupes formés par le général Heurteaux (en zone occupée) et le commandant Loustaunau-Lacau (Alliance).

En novembre 1942, à nouveau prisonnier de Vichy et risquant de se voir livré aux Allemands, il fausse compagnie à ses geôliers, et rejoint Genève où il bénéficie de l'appui des services suisses de renseignement et de l'IS. Depuis ce « sanctuaire », il développe les réseaux qu'il a mis en place dès l'été 1940 et qu'il avait continué d'animer depuis ses lieux de détention successifs.

Ses chefs de réseaux sont les frères Ponchardier, Devigny (Vallée du Rhône, Toulon), De Pace (Italie), Heurteaux (Zone occupée), Dingler (Alsace-Lorraine), Bruno (Espagne), … avec un effectif global d'environ 700 personnes et un taux de pertes très bas, du fait de son exigence absolue en matière de sécurité.

Le colonel Groussard n'est pas gaulliste, bien qu'il connaisse très bien le général De Gaulle depuis le SGDN où ils servaient ensemble en 1934-35. Passy et Dejean ne l'aiment pas et le sous-estiment largement. Pourtant, il mettra à la disposition des MUR ses moyens et les points de passage entre la France et la Suisse qu'il contrôle totalement. Bénouville profitera à de nombreuses reprises de son aide et de son appui.

Après la guerre, le colonel Groussard, profondément choqué par les conditions de l'épuration dans l'armée, refuse les étoiles offertes par le général De Gaulle. Il se consacre à la rédaction de ses mémoires (« *Chemins secrets* », en 1948, « *Services secrets* » en 1964) et à d'autres ouvrages. Il rompt définitivement les ponts avec De Gaulle au moment de la crise algérienne, et se retire dans le sud de la France avec sa compagne de la guerre, Suzanne Kohn[5], qu'il épousera après le décès de sa première épouse.

En septembre 1944, ses compagnons, réunis à Annemasse lui dédicacent un témoignage de fidélité et d'amitié qui, pieusement conservé, a été remis par sa fille Françoise au colonel Fonvielle pour être déposé dans un lieu de mémoire. Ce vœu a été exaucé en mai 2024, à l'occasion du Congrès de l'AASSDN.

Aucun autre lieu ne pouvait mieux convenir que le Musée de l'Officier de l'académie Militaire de St Cyr pour abriter le souvenir d'un grand soldat, d'un grand résistant, et d'un ancien commandant de l'École de Saint Cyr.

Par le colonel (h) Dominique Fonvielle

---

[1] Peschanski, D ; Dauzou, L. « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle, CNRS Université, Panthéon-Sorbonne Paris I.

[2] L'un des premiers « missionnaires » des FFL de De Gaulle en France.

[3] Capitaine Dewavrin, dit Passy, qui avait été professeur de fortifications à St Cyr sous son commandement, et Dejean, Directeur des affaires Politiques de De Gaulle, d'emblée totalement opposé au projet de Groussard.

[4] Groussard, Georges, « Chemins secrets », Bader-Dufour, 1948

[5] Suzanne Kohn, célèbre aviatrice, a réalisé le raid Paris Madagascar avant la guerre ; sa

sœur Antoinette Sachs, muse de Paul Géraldy, était une très proche amie de Jean Moulin.

Point de vue : La désinformation sur l'Algérie, une menace insidieuse contre la France

Category: 1955-1962,Actualités,Afrique,Désinformation,Guerre d'Algérie (1954-1962),Maghreb - Moyen Orient
1 octobre 2024

Lors de son indépendance en 1962, l'Algérie hérita d'infrastructures et de ressources significatives construites par la France, y compris des routes, des écoles, des hôpitaux et un secteur industriel dynamique. Cependant, malgré ces investissements lourds, la France, considérée comme ayant créé l'Algérie moderne, aurait également engendré une situation complexe où elle subventionnait massivement l'Algérie sans réel bénéfice économique, faisant face à des coûts exorbitants qui ont contribué à sa propre ruine financière.

Commentaire AASSDN : Bernard Lugan est un africaniste français unanimement reconnu pour la pertinence de ses analyses et pour la rigueur de son argumentation qui repose toujours sur des faits documentés indiscutables. Il est fréquent de lire dans certains livres et journaux ou d'entendre dans de trop nombreux médias audiovisuels, venant de certains milieux des propos accusateurs et victimaires aux relents vengeurs relatifs à la présence française en Afrique. Ces propos cherchent avant tout à dénigrer la France et à culpabiliser les Français de leurs actions passées, pourtant à bien des égards, remarquables. Ces accusations doivent être dénoncées et ceux qui les tiennent combattus inlassablement. Il en va de la réhabilitation de l'histoire vraie de la France, du renforcement indispensable de la cohésion de la Nation et du devoir de mémoire envers tous les Français qui nous ont précédés et qui ont bâti notre Patrie. La désinformation est une menace existentielle. Lutter contre ce fléau est un devoir pour tous.

La France ne doit rien à l'Algérie, au contraire

Au moment de l'indépendance de juillet 1962, tout ce qui existait en Algérie y avait en effet été construit par la France à partir du néant, dans un pays qui n'avait jamais existé puisqu'il était directement passé de la colonisation turque à la colonisation française. Ce fut en effet la France qui créa l'Algérie en lui donnant ses frontières. Des frontières qui, à l'Ouest, furent tracées en amputant territorialement le Maroc. Le Tidikelt, le Gourara, le Touat, Tindouf, Colomb Béchar etc…furent ainsi arrachés au Maroc pour être généreusement offerts à Algérie française dont l'Algérie algérienne est l'héritière directe. Une héritière qui, sans le moindre remords, a conservé le legs exorbitant fait par la France aux dépens du Maroc.

Une Algérie que la France ouvrit vers le Sud en lui offrant un Sahara qu'elle n'avait, et par

définition, jamais possédé puisqu'elle n'avait jamais existé…Une réalité historique résumée en une phrase par le **général de Gaulle** : *« (…) Depuis que le monde est monde, il n'y a jamais eu d'unité, ni, à plus forte raison, de souveraineté algérienne. Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes syriens, Arabes de Cordoue, Turcs, Français, ont tour à tour pénétré le pays sans qu'il y ait eu à aucun moment, sous aucune forme, un Etat algérien »* (Charles de Gaulle, 16 septembre 1959, déclaration à la RTF).

Dans l'ancienne Régence turque d'Alger, l'ouest reconnaissait l'autorité spirituelle du sultan du Maroc. Ce dernier avait d'ailleurs un représentant, un khalifat, dans la région, l'un d'entre eux ayant été le propre père d'Abd el-Kader. Quant à l'Est, il était tourné vers Istanbul. Nulle part, la prière n'était donc dite au nom d'un chef « algérien » car, à l'époque, la « nation algérienne » n'existait pas puisqu'il s'agissait d'un « non-concept ».

Ferhat Abbas (1899-1985), l'ancien chef du GPRA écrivit lui-même en 1936 : *« Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste (…) je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les morts et les vivants ; j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé… ».*

En 1962, la France légua à sa « chère Algérie » selon la formule de Daniel Lefeuvre, un héritage composé de 54 000 kilomètres de routes et pistes (80 000 avec les pistes sahariennes), de 31 routes nationales dont près de 9 000 kilomètres étaient goudronnés, de 4 300 km de voies ferrées, de 4 ports équipés aux normes internationales, de 23 ports aménagés (dont 10 accessibles aux grands cargos et dont 5 qui pouvaient être desservis par des paquebots), de 34 phares maritimes, d'une douzaine d'aérodromes principaux, de centaines d'ouvrages d'art (ponts, tunnels, viaducs, barrages etc.), de milliers de bâtiments administratifs, de casernes, de bâtiments officiels, de 31 centrales hydroélectriques ou thermiques, d'une centaine d'industries importantes dans les secteurs de la construction, de la métallurgie, de la cimenterie etc., de milliers d'écoles, d'instituts de formations, de lycées, d'universités avec 800 000 enfants scolarisés dans 17 000 classes (soit autant d'instituteurs, dont deux-tiers de Français), d'un hôpital universitaire de 2 000 lits à Alger, de trois grands hôpitaux de chefs-lieux à Alger, Oran et Constantine, de 14 hôpitaux spécialisés et de 112 hôpitaux polyvalents, soit le chiffre exceptionnel d'un lit pour 300 habitants.

Sans parler du pétrole découvert et mis en exploitation par des ingénieurs français. Ni même d'une agriculture florissante laissée en jachère après l'indépendance. A telle enseigne qu'aujourd'hui l'Algérie doit importer jusqu'à du concentré de tomate, des pois chiches et même de la semoule pour le couscous… Quant à sa seule exportation agricole, celle de ses succulentes dattes, elle ne sert même pas à compenser ses achats de yaourts fabriqués à l'étranger…

Or, tout ce qui existait en Algérie en 1962 avait été payé par les impôts des Français. En 1959, l'Algérie engloutissait ainsi 20% du budget de l'Etat français, soit davantage que les budgets additionnés de l'Education nationale, des Travaux publics, des Transports, de la Reconstruction et du Logement, de l'Industrie et du Commerce !

Pour la France, le fardeau algérien était donc devenu impossible à porter car, en soulageant les misères, en soignant, en vaccinant et en faisant reculer la mortalité infantile, elle avait créé

les conditions de la catastrophe comme l'a écrit **René Sédillot** en 1965 :

« (En Algérie), la colonisation française a poussé l'ingénuité – ou la maladresse- jusqu'à favoriser de son mieux les naissances : non seulement par le jeu des allocations familiales, mais aussi par la création d'établissements hospitaliers destinés à combattre la stérilité des femmes. Ainsi, les musulmanes, lorsqu'elles redoutaient d'être répudiées par leurs maris, faute de leur avoir donné des enfants, trouvaient en des centres d'accueil dotés des moyens les plus modernes tout le secours nécessaire pour accéder à la dignité maternelle ».

Chaque année à partir du lendemain du second conflit mondial, 250 000 naissances étaient ainsi comptabilisées en Algérie, soit un accroissement de 2,5 à 3% de la population, d'où un doublement tous les 25 ans. Or, la France s'était elle-même condamnée à nourrir ces bouches nouvelles et à créer ensuite autant d'emplois puisqu'elle considérait l'Algérie comme une de ses provinces, au même titre que la Bretagne ou que l'Alsace…

En 1953, comme les recettes locales ne permettaient plus de faire face aux dépenses de fonctionnement, l'Algérie fut en faillite. Au mois d'août 1952, anticipant en quelque sorte la situation, le gouvernement d'**Antoine Pinay** (8 mars 1952-23 décembre 1952), demanda au parlement le vote de 200 milliards d'impôts nouveaux, tout en étant contraint de faire des choix budgétaires douloureux. Pour aider encore davantage l'Algérie il fallut alors faire patienter la Corrèze et le Cantal.

L'addition des chiffres donne le vertige : durant les seuls 9 premiers mois de 1959 les investissements en Algérie atteignirent 103,7 milliards de crédit dont 71,5 milliards directement financés par le Trésor français. De 1950 à 1956 la seule industrie algérienne reçut, hors secteur minier, en moyenne 2 395 millions anciens francs annuellement. En 1959 et en 1960 cette somme atteignit en moyenne 5 390 millions (Lefeuvre, 2005). Entre 1959 et 1961, pour le seul plan de Constantine, les industries métropolitaines investirent 27,40 milliards d'anciens francs, gaz et pétrole non compris.

La France s'est donc ruinée en Algérie alors qu'elle n'y avait aucun intérêt économique réel. Qu'il s'agisse des minerais, du liège, de l'alpha, des vins, des agrumes etc., toutes les productions algériennes avaient des coûts supérieurs à ceux du marché international. Or, toujours généreuse, la France continua d'acheter à des cours largement supérieurs au marché des productions qu'elle avait déjà largement payées puisqu'elle n'avait jamais cessé de les subventionner !

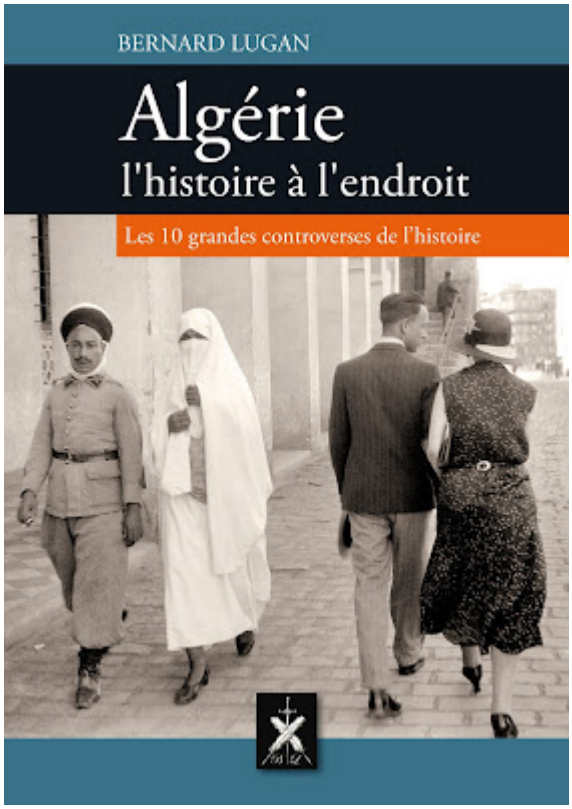
Au bilan, l'Algérie a donc été placée sous « assistance respiratoire » par la France qui n'a cessé de l'alimenter artificiellement. Année après année, la France remplissait donc le « tonneau des Danaïdes », algérien, nourrissant les bouches nouvelles, bâtissant hôpitaux, écoles, routes, ponts et tentant de créer artificiellement des milliers d'emplois.

Non seulement la France n'a donc pas pillé l'Algérie, mais, plus encore, c'est elle qui serait fondée à lui « présenter la facture » …En effet, les demandes de Madame Rima Hassan ne valent pas davantage que celles faites au mois de janvier 2021 quand les médias officiels algériens exigèrent de la France un « dédommagement » pour le « pillage » du fer « algérien » qui, selon eux, aurait servi à fabriquer la Tour Eiffel !!!

Or, le minerai de fer ayant servi à édifier l'emblématique monument fut extrait de la mine de

Lurdres en Lorraine, département de Meurthe-et-Moselle…Quant aux pièces métalliques composant la Tour, elles sont, comme ses visiteurs peuvent le constater, estampillées à la marque des aciéries de Pompey, également en Lorraine, là où elles furent fondues…

Bernard LUGAN



SNLE 3G : lancement de la construction du 1er sous-marin nucléaire lanceur d'engin de 3e génération

Category: Global
1 octobre 2024

La découpe de la première tôle du premier SNLE 3G a eu lieu sur le site Naval Group de Cherbourg le 20 mars 2024. Ce geste symbolique marque le début de la fabrication de la coque de ces sous-marins qui assureront la posture de dissuasion française jusqu'à la fin du XXIe siècle.

Commentaire AASSDN : Le SNLE, élément essentiel de la dissuasion nucléaire française et

complémentaire du système *Rafale*, est une des expressions de la souveraineté nationale. Il est le fruit de notre excellence industrielle dans les domaines hautement stratégiques des sous-marins, des missiles, du nucléaire, de l'électronique. Il est aussi l'exemple particulièrement fécond de l'indispensable coopération civilo-militaire. La dissuasion nucléaire, fondée sur une souveraineté industrielle totale dans ces domaines stratégiques, confère à notre pays une liberté d'action politique unique en Europe. Elle rappelle que la défense des intérêts fondamentaux de la France qui couvre de très nombreux domaines et cause pour laquelle l'AASSDN est engagée, est un combat du quotidien qui relève tant de l'Etat pour demeurer indépendant que de chaque Français pour rester libre.

Parmi les systèmes les plus complexes existants, les SNLE sont les pierres angulaires de la force océanique stratégique française (FOST) et assurent la permanence à la mer de la dissuasion nucléaire.

Lancé en février 2021, le programme SNLE 3G destiné à la Marine nationale, lie les armées, la Direction Générale de l'Armement (DGA), qui assure la maîtrise d'ouvrage d'ensemble, le CEA, pour les chaufferies nucléaires, et Naval Group, qui assure la maitrise d'œuvre d'ensemble des sous-marins en association avec TechnicAtome pour les chaufferies nucléaires.

Pierre Éric Pommellet, PDG de Naval Group a déclaré lors de cet événement :
« *Nous sommes fiers de lancer aujourd'hui symboliquement la fabrication de la coque du premier SNLE de 3ème génération, aux côtés de la DGA, de la Direction des applications militaires du CEA, de la Marine nationale et de Technicatome ainsi que l'ensemble de nos partenaires, étatiques et industriels. À travers ce programme d'envergure, Naval Group est pleinement engagé au service de la souveraineté française et de la dissuasion nucléaire, en mobilisant l'ensemble de ses compétences, ses talents et ses moyens industriels, et en s'appuyant sur une base industrielle et technologique de défense solide, répartie sur l'ensemble du territoire français.* »

Le premier marché subséquent du programme, notifié en février 2021, couvre les études de développement jusqu'à fin 2025, les approvisionnements longs délais, la réalisation des premiers éléments de la coque et de la chaufferie du premier SNLE 3G, ainsi que l'adaptation des moyens industriels de fabrication de Naval Group aux spécificités du SNLE 3G.

La production des composants principaux de la chaufferie nucléaire et de la propulsion et notamment de la cuve du 1er SNLE 3G a déjà débuté sur le site de Nantes-Indret.

Un programme industriel d'envergure inédite

Avec 125 ans d'expérience de construction de sous-marins à Cherbourg, Naval Group met en œuvre des savoir-faire uniques, hérités des bâtisseurs des navires des générations précédentes, et des compétences développées pour s'adapter à l'évolution de la menace et aux attentes de la Marine.

C'est dans ce cadre que Naval Group s'est engagé avec le programme SNLE 3G dans une nouvelle aventure industrielle majeure impliquant tous ses sites en France afin d'accueillir le plus gros sous-marin jamais construit en France.

Le sous-marin nucléaire est l'un des objets les plus complexes construits par l'homme. La

construction du SNLE 3G nécessite l'intégration de près de 100 000 appareils, ainsi que des centaines de kilomètres de câbles et de circuits. Une telle réalisation demande un savoir-faire rare sur les plans technologique et industriel que très peu de pays au monde possèdent.

Cette filière d'excellence bénéficie à l'ensemble de l'industrie française navale. Près de 90 % de la valeur ajoutée du programme SNLE 3Gsera produite en France pendant plusieurs dizaines d'années, ce qui représente environ 3 000 emplois directs de très haute qualification non délocalisables.

Le programme SNLE 3G est une aventure nationale qui irriguera l'ensemble du territoire métropolitain en mobilisant plus de 400 entreprises et 400 compétences réparties sur tout le territoire : de l'Alsace à la Bretagne, de la région parisienne à Toulouse et à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les SNLE 3G, une nouvelle génération de sous-marins à la pointe de la technologie

Par rapport à leurs prédécesseurs, les SNLE 3G présenteront plusieurs avancées technologiques importantes, dotant ainsi la Marine nationale de capacités opérationnelles supérieures, avec des sous-marins:

- Extrêmement discrets ;
- Dotés d'une capacité de détection étendue, avec des senseurs au meilleur standard technologique ;
- Dotés d'une furtivité améliorée, entre autres grâce à une meilleure hydrodynamique et à une manœuvrabilité augmentée ;
- Dotés d'un système d'armes et d'un système de combat particulièrement performant permettant d'assurer ses missions de dissuasion jusqu'à la fin des années 2080 ;
- Capables d'assurer un niveau de sécurité et sûreté nucléaires maximal ;
- Adaptés aux derniers standards de conditions de vie des marins à bord, grâce notamment à une nouvelle usine de retraitement de l'atmosphère du bord.

Par ailleurs, les SNLE **2G** bénéficieront de certaines de ces innovations, sans attendre l'arrivée des quatre SNLE 3G, afin de disposer de la meilleure performance au cours de leur vie opérationnelle jusqu'aux années 2050. Cette démarche incrémentale de modernisation profitera à l'ensemble de la flotte des SNLE.

Les Services Spéciaux de la Défense Nationale pendant la guerre 1939-1945

(SR Terre)

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Guerre d'Indochine (1946-1954),L'action des services avant et après 1942,Les rapports avec la France Libre,Les rapports avec les autres réseaux,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?,Qu'est-ce que les T.R. ?,Renseignement,Services allemands,Source MAD,SR Guerre (Kleber)
1 octobre 2024

Le S.R. TERRE

Au moment où un peu partout sont célébrées les grandes dates de là récente Histoire de France, il nous a paru nécessaire de rappeler à nos adhérents l'oeuvre accomplie par les Services Spéciaux de la Défense Nationale et, particulièrement, par les S.R. « Terre », « Air », « Marine »,
De nombreux Bulletins précédents ont consacré au C.E. et à la S.M. de longues pages et nous ne reviendrons pas, du moins pour l'instant, sur l'action (les Services de Sécurité Militaire et des T.R. au cours de la dernière Guerre Mondiale.

Nous commençons donc aujourd'hui par la publication d'un travail effectué par le Colonel SIMONEAU et qui porte sur le Service de Renseignements de l'Armée de Terre et son Réseau clandestin « Kléber ».

LE S.R. DE L'ARMEE DE TERRE

Le souci du renseignement a toujours hanté les Chefs d'Etat. Sous l'Ancien Régime, les Rois de France ou leurs Premiers Ministres ont toujours eu un cabinet noir, et ont employé à des missions spéciales précises, des personnages dont la petite histoire surtout a conté les aventures plus ou moins romancées.
Ce n'est que sous le Premier Empire et pour des fins aussi bien opérationnelles que politiques, que le besoin d'une organisation se fit sentir.
Le Baron VIGNON reçut en effet mission de créer et de mettre en oeuvre un Service secret chargé de la recherche et de la centralisation du renseignement, l'Empereur se réservant personnellement l'interprétation et l'exploitation.
De 1814 à 1870 on reprit les errements antérieurs, mais en présence, du danger que constituait le Reich allemand, et dans un but préventif on créa en 1873 au 2ème Bureau de l'E.M.A., une section de recherche qui, avec des fortunes diverses

répondit à ce que le haut commandement de l'Armée française en espérait, et qui par la suite fut appelée couramment le « S.R. ».

Lors de l'entrée en guerre de 1914 le S.R. comptait, face à l'Allemagne trois postes installés respectivement à Mézières, Nancy et Belfort, mais ce dernier mieux placé à l'aile du dispositif des Armées, absorba les moyens des deux autres, et renseigna constamment le commandement sur le potentiel de guerre du Reich, et sur les activités de ses grandes unités au-delà des fronts de contact.
La victoire de 1918, la création de la S.D.N., les conférences de désarmement, la limitation des forces allemandes à une Reichwher de cent mille hommes, l'activité des commissions de contrôle, tout cela diminua considérablement l'audience que le S.R. avait su acquérir pendant les hostilités.
Il fallut l'avènement d'HITLER à la tête du Troisième Reich, et la création de l'Axe pour qu'en face du nouveau danger, on se décidât à donner au S.R. des moyens mieux adaptés à la situation.

1939- 1940

L'Anschluss de l'Autriche, l'affaire des Sudètes, l'occupation totale de la Tchécoslovaquie, les préparatifs face à la Pologne, la construction de la ligne Siefried, qui s'inscrivaient dans le temps avec le triplement du nombre des grandes unités, la création d'une force offensive de Trois Corps d'Armée (XlVe, XVe, XVIe) groupant les divisions motorisées, mécanisées et blindées, accrue par la mise sur pied de deux C.A. en Autriche et un en Tchécoslovaquie furent suivis de près et signalés, dès les premiers indices, dans les délais les plus courts par le S.R. qui au 1er septembre 1939 comprenait :

– Une Direction Centrale, articulée :
– Section de Commandement,
– 3 Sections géographiques **([1])**,
– 1 Section scientifique et économique,
– 1 Section moyens techniques et recherches,
– 1 Section radio, photo, correspondances spéciales,
– 1 Section Marine,
– 1 Section Air.
– Six postes principaux :
– BENE à Lille, – BREM à Metz,

– SCM à Belfort, – SER à Marseille,
– SDRC à Toulouse, – SEA à Alger,
ayant une composition à peu près semblable à celle de la Direction centrale mais avec une seule section géographique, la mission étant à la fois définie et localisée **([2])**.

Chaque poste actionnait un nombre variable d'annexes légères à proximité des passages de frontière.
– Des postes extérieurs installés dans la plupart des capitales.
Ce dispositif toutefois devait être remanié dès l'entrée en guerre, en raison de la création d'un « front » en principe imperméable. Le BREM de Metz se dessaisit d'une partie de ses moyens, au profit de deux postes d'aile BENE et SCM et de certains postes extérieurs, et devint BREP, poste accolé à l'échelon central.

Le BREP, enrichi d'une importante section économique et scientifique, fut chargé de la recherche à longue portée, en utilisant les plateformes constituées par les pays non belligérants.
Cette organisation permettait de répondre aux besoins de la conduite des opérations, et compte tenu du tempérament du Führer, un accent particulier fut mis sur tous les indices de préparatifs offensifs.

Le regroupement de troupes de toutes armes autour des formations blindées des W.K. (régions territoriales du Reich), l'accélération de l'instruction dans les camps, le remplacement dans les unités statiques d'hommes jeunes par des recrues âgées **([3])**, signalés opportunément, montrèrent au Commandement que les Nazis n'avaient nullement l'intention de se limiter aux succès remportés sur la Pologne, et à des joutes oratoires par le truchement de Radio – Stuttgart.

Le rassemblement de forces importantes au Sud du Jutland, signe avant-coureur de l'invasion du Danemark, puis de la Norvège, bien que signalé au fur et à mesure de son exécution parut invraisemblable.

Il en fut de même plus tard, lorsque de plusieurs sources, on connut le déploiement de nombreuses formations blindées dénombrées et identifiées devant les frontières hollandaise, belge et luxembourgeoise.

Pendant la retraite de mai – juin 1940, le BREP absorba la plupart des éléments S. R. repliés du Nord, et tout comme ses voisins BENE et SCM mena le difficile combat du renseignement en manoeuvre rétrograde.

La bataille était perdue, mais le contact de l'adversaire par le renseignement était étroitement maintenu.

JUIN 1940 – NOVEMBRE 1942

La situation de fait créée par l'armistice de juin 1940 ne modifia en rien l'activité du S. R. dont le principal objectif resta la Wehrmacht.

La ligne de démarcation qui coupait la France en deux ne fut pas longtemps une gêne. Elle favorisa la réorganisation du Service et le resserrement des liaisons avec les alliés.

Le jour même où l'armistice devenait effectif, des postes légers fonctionnaient déjà à Saint-Justin (Landes), Langon (Gironde), Périgueux (Dordogne), Châteauroux (Indre), Mâcon (Saône-et-Loire).

Le 15 juillet, l'ensemble du S. R. avait repris dans la clandestinité une activité normale.

Direction P 1 Vichy-Chamalières (Puy-de-Dôme)
P 2 (ex. BREP) Vichy
P 3 (ex. BENE) Limoges
P 4 (ex. SCM) Lyon
P 5 (ex. SER) Marseille
P 6 (ex. SDRC) Toulouse
P 8 Rabat
P 9 Tunis
P 10 (ex-SEA) Alger
P 12 Liban-Syrie

Le 1er août 1940 des antennes étaient déjà en place à Paris, Marmande, Montmorillon, Châteauroux, La Madeleine (Moulins), Chalon-sur-Saône, Mâcon.

Le nombre de ces antennes se multiplia progressivement tant en zone occupée que sur la ligne de démarcation, et en juin 1941, grâce à un jeu de « boîtes aux lettres » et de filières d'acheminement dues à des concours bénévoles, les bulletins de renseignements parvenaient à destination souvent plus rapidement que par les voies régulières.

Malgré un camouflage très poussé l'ordre de

bataille de la Wehrmacht était entièrement connu. Quant aux mouvements de troupe et de matériel par voie ferrée, ils étaient signalés par les ingénieurs et cadres de la S.N.C.F. avant leur exécution avec toutes les précisions de dates et lieux d'embarquement, de débarquement ou de dernier transit vers des destinations lointaines **([4])**.

Les ingénieurs des P.T.T. affectés aux lignes souterraines à grandes distances permirent malgré de gros risques, d'intercepter les communications téléphoniques protégées du commandement allemand. Cette opération **([5])**, réalisée à Noisy-le-Grand puis à Livry-Gargan, sous la dénomination de « source K » donna des résultats exceptionnels en quantité et en qualité.

Pendant toute l'année 1942 **([6])** . un simple accident causa sa fin, car sa réalisation ne fut jamais détectée par les services secrets allemands. Création, identification, localisation, mouvements de grandes unités, mise au point de matériels nouveaux, activités de la Gestapo, inquiétudes et récriminations du Haut Commandement, étaient devenus une pâture quotidienne dont nos alliés étaient les grands bénéficiaires, grâce à des liaisons sûres et rapides.

Outre les liaisons régulières clandestines (radio, courriers spéciaux)
sur lesquelles nous ne nous étendrons pas par discrétion, l'essentiel des renseignements recueillis par le S. R. (comme par le C.E. d'ailleurs), était instantanément acheminé chez les alliés par les voies ci-après :

– Délégation des U.S.A. à Vichy Major Bob SCHOW, Capitaine de Vaisseau SALABOT.
– Délégation des U.S.A. à Berne Attaché Militaire LEGGE.
– Ministre du Canada à Vichy : M. DUPUIS, Capitaine Aviateur CASSIDI .
Enfin, les valises diplomatiques étaient largement utilisées. Nous citerons pour mémoire simplement celle qui s'est rendue au Portugal, acheminée de temps en temps par l'actuelle Mme BIDAULT.

NOVEMBRE 1942 – AOUT 1944

L'occupation totale du territoire donna lieu à des remaniements importants dans le S.R. de l'Armée

de Terre.

Les postes et leurs antennes passèrent dans la clandestinité totale ; les personnels qui faisaient l'objet de recherches précises de la Gestapo furent dirigés sur l'A.F.N. ; la Direction centrale se transporta à Alger avec son Chef le Colonel Louis RIVET. Cet exode a fait l'objet de récits dans nos précédents Bulletins (tel le Bulletin n° 5). Nous n'y reviendrons pas.

Le transfert était indispensable. Il ne fut réalisé qu'à la dernière limite du possible, après mise en place du Central clandestin (KLEBER) que dirigeait le Colonel DELOR et l'adaptation des liaisons radio à la situation nouvelle.

Les ressources en personnel qualifié, existant en A.F.N. furent rapidement drainées pour faire face aux impératifs nouveaux :

– Liaison avec le Commandement français et allié d'A.F.N. ;
– Participation effective à la campagne de Tunisie ;
– Préparation des campagnes futures ;
– Intensification des liaisons avec la France clandestine, et avec les postes extérieurs (ceux-ci officiellement couverts par le Gouvernement de Vichy purent continuer de remplir leur mission, sauf celui de Bucarest qui rompit dès le 8 novembre 1942. L'acheminement des renseignements put se faire sans perte de temps grâce à la complaisance des Alliés, et à la tolérance des autorités locales ;
– Utilisation intensive de la plateforme ibérique ;
– Liaison avec les S.R. alliés (U.S. : Colonel EDDY ; GRANDE-BRETAGNE : Brigadier CODRINGTON ; POLONAIS : Colonel SLOWIKOWSKI).

Ainsi s'installa à Alger, rue Charras, dès la fin de 1942, la Direction des S.R. et S.M., rattachée directement au Commandant en Chef, le Général GIRAUD, installé au Palais d'Eté. Le Colonel du CREST de VILLENEUVE prit la direction du S.R. TERRE, le Colonel RONIN celle du S.R. AIR, le Capitaine de Corvette TRAUTMANN la direction du S.R. MARINE.

Le 3 janvier 1943, le Commandant PAILLOLE prenait à son tour la direction des Services de Sécurité Militaire et de C.E. et s'installait à EL-BIAR (Villa Jaïs) où déjà le Lieutenant-Colonel CHRETIEN dirigeait les services de C.E. d'A.F.N.

Aucun problème majeur ne se présenta par rapport

au Commandement et aux Alliés, les chefs du S.R. bénéficiant déjà d'une large audience. Les crédits financiers, aériens et maritimes nécessaires furent obtenus sans la moindre difficulté.

***

Le poste de TUNIS, sous l'autorité du Lieutenant-Colonel KIEL s'installa au KEF pour là campagne de TUNISIE et découpla des antennes à BEJA, TEBOURSOUK, MAKTAR, THALA.

En outre, deux missions clandestines, respectivement aux ordres des Capitaines LACAT et PERRUSEL fonctionnèrent sur les arrières ennemis.

Par leur activité, ces éléments, auxquels il convient d'ajouter les moyens techniques de recherche du Commandant BLACK, installé à Alger, permirent un contrôle permanent de la 5ème Armée, et des débris de l'Afrika Korps, avec pour aboutissement la reddition en rase campagne du Général von ARNIM.

Renforcée par quelques officiers évadés de France, la Direction du S.R. fut à même de créer une section d'instruction et de montage d'opérations clandestines, dont la CORSE, la SARDAIGNE et l'ITALIE, furent les premiers objectifs. Ce furent les missions : DESAULE, CHOPITEL. GRIFFI, COLONNA D'ISTRIA, entre autres.

Des antennes opérationnelles, adaptées respectivement aux C.E.F. du Général JUIN (Capitaine WEIL, Lieutenants ZUNDEL, SIMA, FREY, ROCARD) et au détachement de libération de la Corse (Capitaines HAGE, ZIMPFER, LOECHER), outre leur part indéniable aux succès, lancèrent une série de missions sur l'île d'Elbe et l'Italie du Nord.

Mais la préparation des opérations de libération du territoire national resta la préoccupation principale des chefs du S.R. à Alger. Leur atout maître était le S.R. clandestin KLEBER.

Après l'éphémère direction du Colonel DELOR, celui-ci avait subi, en 1943, quelques coups durs (arrestations des Colonels LOMBARD, PELLISSIER, BERTRAND, Commandants HENRY, SCHMITT, Capitaines MAUER, BOUREAU, MISOFFE, notamment) et le problème de son commandement s'était posé à deux reprises. Finalement c'est au Commandant LOCHARD

qu'échut cette lourde responsabilité. Jeune, mais déjà chevronné, prudent, bon technicien, celui-ci avait pris, en accord avec Alger, des dispositions qui lui permettaient de faire face aux besoins des forces alliées dans la triple éventualité de débarquements simultanés ou successifs sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée.

Il lui fallait compléter et étoffer son dispositif, ce qui fut fait en implantant par atterrissages clandestins, parachutages, voie sous-marine, ou voie terrestre via Espagne, des équipes nouvelles bien pourvues en moyens de travail, et disposant de refuges sûrs.

Ainsi furent lancées d'Alger ou de Londres, sept missions de septembre 1943 à juin 1944 : « GALLIEN », couloir Rhodanien ; « ISIDORE », Bourgogne, Franche-Comté ;« PERNOD », Bourbonnais, Charolais ; « PIERRE », Plateau Central ; « CATINAT », Hautes et Basses-Alpes, Isère, Drôme ; « SCALA », Ile-de-France, Normandie ;« PANZER », Poitou, Charentes, Aquitaine. Deux autres au début d'août 1944 :« JORXEY », Doubs, Haute-Saône, Belfort ; « CAROLLES », Jura, Doubs.

L'hypothèse d'un débarquement en péninsule balkanique n'était pas écartée. Toutefois ce territoire dont la situation politique était encore incertaine était l'apanage des grands alliés. Il n'y fut envoyé que deux missions dans la région de LJUBLIANA, en complément de celles qui opéraient en Italie du Nord et en vue de pénétrer le dispositif allemand dans la partie sud du Reich.

L'acheminement des courriers, les liaisons d'officiers complétant des contacts radio pratiquement permanents en dépit des activités allemandes de repérage par radio – goniométrie, permirent au Haut Commandement allié de choisir en toute connaissance de cause, les lieux et dates des débarquements. Les organisations de défense côtière étaient connues du S.R. Terre dans tout leur détail, ainsi que l'ordre de bataille des armées d'occupation, de sorte que les débarquements du 6 juin 1944 et du 15 août en Normandie et en Méditerranée connurent une fortune qui combla les espérances les plus optimistes.

AOUT 1944 – MAI 1945

La continuité de la recherche était un impératif, comme aussi la jonction effective avec les équipes

clandestines et la liaison permanente avec la Sécurité Militaire (opérationnelle et territoriale) et les équipes C.E. (T.R.).

La création du S.R.O. (S.R. Opérations), formation de marche du S.R. fut ainsi décidée en mars 1944. Le Commandant SIMONEAU eut la charge de cette lourde responsabilité.

Débarqué avec les premiers éléments de l'Armée de LATTRE, le S.R.O. ne comprenait initialement que trois antennes provenant des éléments qui opéraient en Italie et en Corse (un détachement léger aux ordres du Capitaine DOUIN opéra en outre à la demande des alliés avec la T. Force U.S.).

Dès la libération de Marseille, il se grossit des équipes clandestines dont la mission était achevée et qui furent rapidement adaptées à la recherche en guerre de mouvement.

La jonction avec le S.R. KLEBER devint effective à l'arrivée de l'Armée à Mâcon.

La stabilisation de la Première Armée à BESANÇON permit de réaliser:

– Une intégration plus étroite des anciennes équipes clandestines
– Une mise en place d'agents dans la trouée de Belfort et en Haute Alsace
– L'adaptation d'une importante équipe à la VII e Armée U.S. (S.D.A.7) ;
– L'établissement d'une liaison avec une formation du S.R. français de Londres (Colonel RETHORE) qui opérait avec la III e Armée U.S.
– La création d'un centre d'instruction et d'une section de recherche du renseignement scientifique – L'utilisation de la plateforme helvétique pour la pénétration en Allemagne du Sud.

L'adaptation des antennes à toutes les grandes unités engagées s'avéra particulièrement efficace, tant pour la diffusion du renseignement, que pour la mise en place des agents par infiltration, ou pour le recueil de ceux-ci.

Une antenne fut laissée sur le front des Alpes et une autre participa aux opérations du front Atlantique.

Bien que disposant de l'O.S.S. – G2, le

> Commandement américain qui constatait la qualité des renseignements portant l'attache du S.R.O., donna les plus grandes facilités matérielles aux éléments français qui opéraient dans sa zone et qui initialement n'étaient adaptés qu'à la 2ème D.B. du Général LECLERC.

Il fallait faire vite. Profitant de la confusion qui régnait en Allemagne, des agents (transfuges de la Wehrmacht et volontaires français) furent poussés jusqu'au coeur du Reich, mais la nécessité de recueillir le renseignement et de le transmettre dans les plus courts délais amena certains officiers à pousser des pointes audacieuses à l'intérieur du dispositif ennemi, et même à prendre des initiatives particulièrement risquées.

Le 8 mai 1945, le S.R.O. partout en liaison avec les S.M. ou le C.E. était déployé comme suit :

> – P.C. arrière : KARLSRUHE ;
> – P.C. avant : UBERLINGEN ;
> – Antennes à: CONSTANCE, LINDAU, DORNBIRN, FELDKIRCH, BERCHTESGADEN, DEGERLOCH, LEIPZIG.
>
> Ce dispositif, par la suite, fut réajusté en raison de :
> – La répartition des zones d'occupation entre les Alliés ;
> – La démobilisation du personnel appartenant aux réserves ;
> – La création d'un S.R. en zone française d'occupation en Autriche ;
> – L'envoi de volontaires en Indochine.

Au 1er août 1945, transporté à Baden-Baden, le S.R.O. devenu direction du S.R. en Allemagne était articulé en deux sous-directions :

> – S.D. Nord : à LANDAU (PFALZ) ; Antennes : à COBLENCE – WORMS.
> – S.D. Sud : à SCHEWENINGEN (WURTEMBERG) ; Antennes : à TUBINGEN (DORNBIRN).

Pendant ce temps, à Paris, la Direction Générale des Services Spéciaux (D.G.S.S.), dirigée par M. SOUSTELLE, s'était installée fin août 1944, boulevard Maunoury et boulevard Suchet.

Des considérations qui n'avaient rien à voir avec la technique de la Recherche du Renseignement avait peu à peu écarté de leurs postes les anciens chefs des S.R. Guerre et Aviation **([7])**.

> Une organisation nouvelle « chapeautait » les Services Spéciaux sur l'impulsion des Colonels DEWAWRIN et MANUEL.

En fait, les éléments centraux des anciens S.R. s'étaient effacés au bénéfice des équipes du B.C.R.A, de Londres et d'Alger. Seul le C.E. (S.M. et T.R.) avait conservé la direction et la structure mises sur pied à Alger par le Commandant PAILLOLE.
Rattachés à la Présidence du Conseil, et non plus au Commandement en Chef, les Services Spéciaux devaient encore subir dès 1945 une transformation profonde.
La guerre s'achevait.

La D.G.S.S. disparaissait à son tour et faisait place à la D.G.E.R. (Direction Générale des Etudes de Recherches), sous la Direction du Colonel DEWAWRIN (PASSY).
Plus tard encore la D.G.E.R. devait laisser la place au S.D.E.C.E.

CONCLUSION

La meilleure conclusion qui puisse se tirer de l'exposé précédent est sans aucun doute de tenter de résumer les résultats obtenus.

Nous empruntons au Général NAVARRE, ancien chef de la Section Allemande du S.R. et du Deuxième Bureau du Général WEYGAND, l'exposé succinct qui suit :

I. – Résultats obtenus avant la guerre

Le S.R. disposait d'un remarquable réseau d'informateurs. Certains admirablement placés.
La plupart avaient été recrutés de longue date, certains même pendant l'occupation de la rive gauche du Rhin, après 1918. Ils continuaient à travailler malgré les conditions très difficiles créées par l'avènement du nazisme. Le recrutement, depuis 1935, était devenu très ardu, mais continuait.

La reconstitution de l'armée allemande a été suivie du début à la fin sans aucune lacune dans aucun domaine.

Les grands événements politico-militaires ont tous été décelés à temps, et la plupart avec une très grande précision.

Le Commandement français et par conséquent le Gouvernement en furent avisés dans des conditions de temps permettant les meilleures exploitations :

– Réoccupation de la rive gauche du Rhin ;
– Anschluss ;
– Occupation de la Tchécoslovaquie ;
– Tractations russo-allemandes ;
– Concentration sur la Pologne ;
– Menace sur Dantzig, etc. etc.

Au surplus toute cette phase de l'activité du S.R. apparaît parfaitement dans le livre du Chef du Deuxième Bureau de l'Etat-Major de l'Armée de cette époque, le Général GAUCHE :« Le Deuxième Bureau au travail ».
Nul témoin n'était plus qualifié pour informer l'opinion de l'oeuvre magistrale accomplie avant la guerre par le S.R.

II. – Résultats obtenus pendant la « drôle de guerre »

S'il était besoin d'un témoignage irréfutable de l'action du S.R., pendant cette période, il conviendrait de se reporter aux archives de la Cour de Riom. Le Président CAOUS et le Procureur Général CASSAGNEAU ont confirmé les indications qui vont suivre et rendu un éclatant hommage à la clairvoyance du S.R.

– La mobilisation de l'armée allemande a été suivie unité par unité, sans aucune lacune ni erreur.
– Il en fut de même de la concentration des unités allemandes face à la Pologne, d'une part, à la France, au Danemark, à la Belgique et à la Hollande, d'autre part.
– La répartition des forces a toujours été parfaitement indiquée au Haut Commandement Français, pendant la campagne de Pologne, pendant l'intervalle des campagnes de Pologne et de France.
Le transfert vers l'Ouest des grandes unités ayant pris part à la campagne de Pologne a été suivi intégralement par le S.R. Français, sans que jamais une grande unité allemande eût été perdue de vue pendant plus de 24 heures.
– Le dispositif allemand à la veille du 10 mai 1940 était connu dans les moindres détails, ainsi que les possibilités de manoeuvre qu'il portait en germe.
– La date et le lieu de l'attaque du 10 mai 1940 ont été communiqués au Commandement Français avec quelques réserves dès la fin mars 1940, et, avec certitude dès avril 1940.
– La constitution des armées de terre et de l'air allemandes a été tenue à jour sans lacune et cela aussi bien pour leur composition que pour leur équipement et leurs armes, et, pour si paradoxal que cela puisse paraître, le S.R. français a donné de l'armée allemande une description plutôt surévaluée : c'est ainsi que le nombre de chars des divisions blindées allemandes a été surévalué de 10 à 15 %, du fait que les sorties d'usine étaient en

retard sur les prévisions.
– Au cours de la campagne de France l'essentiel des mouvements allemands a été identifié de bout en bout. En particulier chaque division blindée a été suivie sans aucune erreur grâce à l'interception et à l'exploitation de tous les messages de commandement des grandes unités allemandes. Ainsi purent être annoncées et décrites : l'attaque sur la Meuse, la marche vers la Manche, les regroupements en vue des attaques sur la Somme, en Champagne, etc., etc.

Il est permis d'affirmer avec le Général WEYGAND et la Cour de Riom, que le S.R. a admirablement rempli sa mission et qu'il n'a aucune responsabilité dans le désastre de 1940.

III. – Résultats obtenus pendant l'occupation

Jamais le travail sur l'Allemagne et l'Italie n'a été interrompu, ni diminué le rendement du S.R. L'ordre de bataille de l'ennemi fut constamment tenu à jour avec une précision quasi absolue.

L'acharnement de l'Abwehr et de la Gestapo à poursuivre et à détruire les postes du S.R. KLEBER, serait s'il le fallait, une preuve supplémentaire de l'efficacité du S.R. TERRE et de l'aide décisive apportée par lui au Haut Commandement allié jusqu'à la Libération du Territoire.

Ainsi il est possible d'affirmer que le S.R (et le C.E.) ont été les premiers en date des réseaux de résistance et nous ajoutons que ce ne fut que normal.

***

Il nous paraît intéressant, à propos de cette période de l'action S.R. dont l'utilité a été si souvent contestée par les détracteurs de nos Services, de compléter l'exposé du Colonel SIMONEAU par ce témoignage **([8])** *du Général WEYGAND – en date du 31 mars 1949. Nous le devons à l'obligeance du Colonel GASSER :*

« ...Les Services de Renseignements ayant été supprimés par les Allemands, il n'existait officiellement à mon Etat-Major qu'un Deuxième Bureau (dirigé par le Commandant NAVARRE).
Le S.R. était donc clandestin...
Il y fonctionnait un système ayant pour but de transmettre dans les plus courts délais à la force d'intervention de Malte tous les renseignements

recueillis par les postes établis sur la côte orientale de Tunisie et par l'aviation de Tunis sur les convois allemands et italiens se dirigeant vers la Tripolitaine en suivant les côtes françaises. Les renseignements transmis furent nombreux et aboutirent à la destruction d'un certain nombre de ces navires.

NOTES :

***([1]) A** – Allemagne – Europe centrale. **B** – Italie – Europe méridionale – Méditerranée. **C** – U.R.S.S. – Japon – Chine.*
***([2])** Priorités pour les 3 premiers postes :*
BENE 6° et 10° W:K. (de MUNSTER et BREME).
BREM 12, et 9° W.K (de MAYENCE et KASSEL.
SCM 7° et 5° W.K. (de MUNICH et STUTTGART).

([3]) *Personnels qui par suite du traité de 1919 n'avaient pas fait de Service Militaire.*

([4]) *Les transports routiers de ravitaillement étaient imposés dans la plupart des cas aux transporteurs routiers français. Ceux-ci groupés en C.O.T.R. (Comité d'Organisation des Transports Routiers) sous la présidence de M. Robert SIMON, se mirent spontanément à la disposition du S. R.*

([5]) *Conception et réalisation Ingénieurs COMBAUX et KELLER. Exploitation JUNG, ROCARD, RIESS.*

([6]) *La source « K » ne fut découverte que le matin de Noël 1942 par un détachement de Landesschützen qui prospectait des cantonnements.*

***([7])** Le Général Louis RIVET a largement exposé dans des Bulletins antérieurs les conditions souvent décevantes et irritantes de ces transformations.*

([8]) *Témoignage et documents recueillis par la Commission d'Enquête parlementaire (Tome VI, pages 1660 et 1661).*

Sources : Bulletins N° 43 et 44

La poche de Colmar

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlesser,Renseignement,Services allemands
1 octobre 2024

Il est admis que la ville de Colmar a été libérée le 2 février 1945 après plus de quatre années d'occupation – ou plus exactement d'annexion par le IIIem Reich.

En réalité, ce n'est pas une seule bataille qui a délivré la ville, mais cette libération résulte d'une série d'actions offensives puissantes tendant à rompre le dispositif ennemi et à ébranler la 19e Armée allemande.

C'est d'abord, le 20 janvier une attaque sur le flanc sud de la poche par le 1er C.A. du Général BETHOUARD.

Puis, le 22 janvier, le 2e C.A. intervient sur le flanc nord de la 19e Armée Allemande, le Général de MONSABERT ayant en outre à protéger Strasbourg.

Le 28 janvier, le XXIe C.A. américain prend place entre nos 1er , et 2e C.A. et, renforcé par notre 5e D.B., déborde Colmar par l'Est, pousse énergiquement verrs Neuf Brisach et fait jonction en deux points avec le 1er C.A.

En outre, la 10e D.I. du Général BILLOTTE, sur la ligne des Vosges, maintenait un contact étroit avec les forces allemandes pour empêcher celles-ci de participer à la bataille proprement dite.

Tout cela se passa d'abord par un froid sibérien complété par de violentes tempêtes de neige ; puis un dégel imprévu créa par le débordement des rivières un problème supplémentaire à résoudre.

Mais le Général de LATTRE, par son omniprésence, obtint de ses subordonnés qu'il dominassent victorieusement toutes les difficultés.

LA SITUATION GENERALE FIN 1944 – DEBUT 1945

Avant d'exposer ce que fut la bataille de Colmar il me paraît utile de faire un rapide tour d'horizon de la situation générale, et singulièrement de celle de l'Armée française qui opérait aux côtés des forces alliées.

En novembre 1944, le Français moyen considérait que la guerre était pratiquement terminée puisque Paris était libéré ainsi que les autres grandes villes. A part quelques « poches », l'ensemble du territoire retrouvait progressivement une vie normale. Bien sûr, quatre années d'occupation n'étaient pas sans avoir laissé des séquelles. Des restrictions affectaient encore la qualité des menus familiaux. Il y avait aussi les prisonniers dont le nombre avait été accru par celui des travailleurs du S.T.O. Quant aux déportés, on en parlait mais sans trop connaître leur

nombre ni l'étendue de la souffrance qu'ils enduraient. La presse d'alors ne donnait guère que des informations sommaires sur les activités militaires. A peine parlait-elle d'une armée française venue d'Afrique qui avait cependant mérité ses chevrons en Tunisie et en Italie, et qui, sous les ordres du Général de LATTRE, avait rejeté la 19e Armée allemande au-delà des Vosges.

La propagande ennemie, de son côté, omettait volontairement de mentionner les succès remportés par nos troupes, comme s'ils eussent été négligeables. Ce fait n'était d'ailleurs par nouveau, car pendant la Grande Guerre – il faut le remarquer, le même genre de propagande ne parlait qu'avec dérision de la « misérable petite armée du Général Pershing ».

Ne soyons donc pas surpris si le Français moyen, reprenant peu à peu ses habitudes, ne prêtait que peu d'attention à notre armée. Celle-ci, mis à part ceux qui l'avaient rejointe volontairement, était pour lui une armée de métier, qui, de plus, devait son armement, ses équipements et ses vivres à la puissance américaine.

Ajoutons que l'armée du Général de LATTRE, en raison des missions qui lui étaient confiées, semblait principalement destinée à couvrir le flanc droit du dispositif allié débarqué sur notre territoire, et plus particulièrement celui de la 7e Armée US du Général PATCH.

Mais le futur Maréchal de France voyait loin, tout en remplissant simplement sa mission. Outre la servitude qu'il avait de tenir le front des Alpes et d'organiser la destruction des éléments ennemis qui tenaient encore quelques points de notre côte Atlantique, il considérait comme un impératif absolu de libérer entièrement l'Alsace. Ainsi serait-il en mesure par la suite, en menant une campagne victorieuse au-delà du Rhin, de participer à la capitulation de la Wehrmacht et des formations orgueilleuses du régime nazi.

Cependant il fallait pour cela obtenir de nos alliés un accord de participation avec attribution d'une zone d'opération qui, plus tard, serait le territoire d'occupation à nous dévolu, après la victoire finale.

Les opérations de novembre 1944 n'avaient pas permis, faute de moyens suffisants, de réaliser la jonction avec LECLERC, le libérateur de Strasbourg, La 19e Armée allemande était fortement entamée mais demeurait encore redoutable, n'ayant livré face à nous que des combats retardateurs, tous empreints d'une grande violence.

La trouée de Belfort et Mulhouse étaient libérées. Il fallait à tout prix conserver sur cet ensemble l'avantage acquis. Et surtout il ne fallait pas que l'ennemi ait le sentiment exact du degré de fatigue de nos troupes. C'est pourquoi furent ordonnées des actions offensives à courte portée, mais réitérées, destinées surtout à conserver le contact sur le pourtour de la poche de Colmar, autrement dit du territoire encore contrôlé par la 19e Armée.

L'optique de nos alliés différait quelque peu de la nôtre. La partie sentimentale de la situation

leur échappait. La poche de Colmar ne constituait à leurs yeux qu'une zone d'opération secondaire, d'autant plus que le G-2, par une fâcheuse interprétation de renseignements, laissait entendre que la 19e Armée, très affaiblie, se préparait à un repli progressif de l'autre côté du Rhin.

Évidemment la 1ère Armée française avait reçu en renfort la 2e D.B. du général LECLERC et la 36e D.I. US, mais avec la lourde hypothèque d'avoir à renvoyer sur la poche atlantique la 1ère D.F.L. et la 1ère D.B.

Il n'en restait pas moins que notre armée avait à tenir un front de 200 kilomètres avec des lignes de communications étirées et de faible débit. Avec cela, de dures réalités devaient intervenir à la mi-décembre.

LA MENACE SUR STRASBOURG

Faisant une sorte d'impasse sur le front oriental, le Führer ordonna la fameuse offensive des Ardennes dont il espérait la rupture du front américain. Le Maréchal von RUNDSTEDT disposait à cet effet de très gros moyens. Dans le même temps, une autre offensive non moins brutale était déclenchée en Alsace avec pour objectif la reprise de Strasbourg.

La situation était devenue suffisamment grave pour que le Commandement Suprême Allié pût envisager de sacrifier Strasbourg, d'opérer un repli d'ensemble à l'ouest de la ligne des Vosges en attendant de pouvoir déclencher une vaste contre-offensive.

Pour nous Français il ne pouvait être question de voir abandonner presque sans combat la capitale de l'Alsace, et moins encore de voir les couleurs du IIIem Reich flotter de nouveau à la flèche de la cathédrale.

Le Général de LATTRE, fortement appuyé par le Général de GAULLE, chef du gouvernement, et par le Général JUIN, chef d'E.M. de la Défense nationale, avec la plus grande fermeté des trésors de diplomatie persuasive qu'il savait mettre en oeuvre quand la situation l'exigeait.

La réponse fut nette : c'était aux troupes françaises qu'incombait la défense de la ville, en dépit du repos qui leur était nécessaire, et cela sans espérer une aide américaine, car le Général PATCH – 7e Armée US – avait à faire avec la puissante tête de pont que l'ennemi avait réalisée à Gambsheim.

Il fallait faire face à l'immédiat, et c'est d'abord avec une poignée d'hommes se résumant à un groupe d'escadrons de gardes mobiles – les FFI locales ne dépassant pas la valeur numérique d'un bataillon et la fameuse brigade Alsace-Lorraine d'André MALRAUX – que le Général SCHWARZ réussit à contenir les premières tentatives allemandes vers Strasbourg.

Dès que ce fut possible – avec l'intervention de la 3e D.I.A., puis de la D.F.L., la défense de la ville prit une allure offensive destinée à gagner du temps en fixant l'ennemi.

BATAILLE DU RENSEIGNEMENT

Pourtant le Général de LATTRE avait déjà conçu la manoeuvre qui devait contraindre l'adversaire à évacuer la poche de Colmar et, par extension, à abandonner la tête de pont de Gambsheim. Le facteur ennemi était bien connu de lui, tout au moins pour ce qui concernait les G.U. au contact ou y intervenant.

Les moyens dont il disposait étaient les suivants : articulées en deux C.A. : 2èm DB (1er et 5e), la 3èm D.LA., la 1ère D.F.L., 2 divisions marocaines : 21èm D.I.M. et 4èm D.M.M. (cette dernière étant encore dépensée sur le front des Alpes) et la 91èm D.I.C. ; s'y ajoutaient des éléments de Réserve Générale comprenant les fameux Tabors marocains, les bataillons et commandos de choc, le régiment de Chasseurs para et une artillerie de renforcement. Il obtint en outre du Général de GAULLE l'intervention de la 10èm D.L formée à partir d'unités F.F.I. qui avaient fait leur preuve mais dont l'insertion dans le dispositif de l'Armée nécessitait un certain délai.

Un chef a toujours besoin de renseignements, aussi bien pour la sûreté des troupes que pour la sienne propre – et aussi pour mettre le facteur temps de son côté.

Le Général de LATTRE disposait à cet effet du S.R.O. (1) – survivance de notre SR. traditionnel dont les antennes étaient adaptées à chacune des G.U. engagées -; juxtaposée au S.R.O. une section du T-R (2) dont nous verrons qu'elle fut extrêmement utile.

En face d'un front continu, le S.R.O. était en mesure de fournir aux G.U. des renseignements sur les zones de contact et leurs arrières immédiats, mais il se trouvait en défaut pour ce qui concernait la profondeur de l'adversaire, tant pour les réserves d'armée que pour les renforcements qui pouvaient provenir du Reich. Fort heureusement la liaison étroite qu'il entretenait avec le Colonel POURCHOT, chef de « Bruno », notre poste de Berne, permettait de combler cette lacune, du moins partiellement.

Il y avait aussi, car tout grand chef a des informateurs personnels, les excellentes relations que le Général entretenait avec M. René PAYOT, une éminente personnalité helvétique. Par cette voie il recevait les connaissances que le Commandement de l'Armée suisse pouvait obtenir, avec toutefois une certaine réserve. En effet, les services du Reich ne manquaient pas de faire parvenir par des voies diverses des informations apparemment recoupées contenant aussi des renseignements incomplets ou même faux, enveloppés d'indications valables et vérifiables, mais appartenant déjà au passé. L'O.K.W. laissait ainsi supposer que malgré l'évolution de la situation sur le front oriental, il conservait une entière liberté d'action. Ce n'était ni plus ai moins qu'une manœuvre d'intoxication dont le 2èm Bureau de l'Armée n'était pas dupe.

Le Général de LATTRE demanda donc au S.R.O, de rechercher à tout prix des renseignements valables à son échelon.

Une équipe de deux jeunes officiers, à la fois choisis et volontaires, fut donc implantée au Wurtemberg avec l'aide de « Bruno » et de certains officiers du S.R. helvétique. Leur mission ne devait durer que 10 à 15 jours. Tous deux, habillés en « Gefreiter » et pourvus de papiers de volontaires de la Wehrmacht disposaient de titres de convalescence pour maladies contractées sur le front russe. Tout se passa pour le mieux. Il faut dire qu'ils bénéficièrent de complicités plus ou moins inconscientes, car beaucoup d'Allemands, sentant approcher la défaite et l'écroulement du régime nazi, éprouvaient le besoin d'étaler ce qu'ils savaient devant ces jeunes hommes censés risquer leur vie pour une cause qui n'était pas la leur, ni même celle du peuple allemand. Il n'y eut d'alerte pour eux qu'au retour. Alors qu'ils franchissaient la frontière helvétique, des hommes du « Grenzwache » les prenant sans doute pour des déserteurs ouvrirent sur eux un feu heureusement imprécis et sans résultat.

Grâce à eux, le Général de LATTRE apprit ce qu'il désirait savoir sur les possibilités de renforcement de la 19e Armée et que la D.G.S.S. beaucoup plus préoccupée par la politique n'était pas en mesure de lui fournir. Outre les unités qui pouvaient intervenir au profit de la 119e Armée, ils signalèrent la réalisation du Messerschmitt 262 – avion de chasse à réaction destiné à intervenir sur les deux fronts et dont la cadence de sortie était encore très faible.

Ayant ainsi acquis une connaissance à peu près totale de l'Ordre de Bataille ennemi, le Général pouvait en déduire l'existence d'un certain équilibre des moyens en présence. Toutefois, si en matière d'engins blindés la 1ère Armée française détenait l'avantage du nombre qualitativement, les chars allemands l'emportaient dans les domaines de la portée efficace de leurs armes et la valeur de leurs blindages. En revanche l'artillerie française dominait indiscutablement celle de l'ennemi, malgré les tirs intermittents de pièces lourdes – sur voie ferrée, qui à l'abri du Kaiserstuhl harcelaient dangereusement nos unités. Enfin l'aviation amie avait la maîtrise de l'air et son intervention dans une bataille au sol n'avait à redouter que la « Flak » et éventuellement une météo défavorable.

Il fallait donc imposer sa volonté à un adversaire bénéficiant des avantages d'une position centrale, en le trompant sur ses propres intentions et en particulier sur sa véritable direction d'effort.

C'est ainsi que le 3èm Bureau fut amené à établir, dans le plus grand secret et sans connaître exactement les véritables intentions du « patron », une I.P.S. et des instructions complémentaires qui furent présentées à la signature du Général.

En fait, le véritable destinataire de ces documents « Top Secret » n'était autre que le général commandant la 19e Armée allemande.

La Section T.R., grâce à un « W » bien placé, put faire parvenir ces documents à leur destinataire en « les lui communiquant pour une courte durée » sous le prétexte qu'ils

n’avaient pas été dérobés mais simplement « empruntés », compte tenu de leur importance.

Il fallait en outre matérialiser ponctuellement les ordres du Général de LATTRE. On introduisit pour ce faire une division blindée toute fraîche… mais fictive, dans le réseau radio de l’Armée, tandis que certains de ses chars, circulant ostensiblement, attiraient l’attention des agents de renseignement ennemis.

Ajoutons que dans la zone du 2e C.A. certains mouvement d’unités transportées purent être observés.

LES DERNIERS PREPARATIFS

Ayant ainsi contraint l’adversaire à l’expectative et à un gaspillage des possibilités que lui offraient ses lignes intérieures, le Général put s’assurer du facteur « temps ». Désormais son « Plan de Noël » allait prendre une tournure concrète en tendant à l’exécution d’une offensive de rupture.

Entre-temps la bataille pour Strasbourg avait été gagnée, mais au prix de lourds sacrifices. La 3ème D.I.A. et la 1ère D.F.L. s’y employèrent avec plus que du courage – pour ne citer que l’héroïsme du BM.24/Bataillon de Marche du Pacifique qui n’a que peu d’équivalents dans notre histoire.

Aux côtés de nos troupes, le 6e C.A. US abandonnant toute idée de repli et malgré des pertes sérieuses se battit victorieusement dans la région de Gambsheim.

Notre 1er C.A. recevait dans son dispositif la 4ème D.M.M. encore limitée à 2 Régiments d’Infanterie et à un groupe d’Artillerie, le reste de ses moyens devant arriver ultérieurement du fait des difficultés des transports routiers. Cette belle division reçut en partage – en raison des qualités naturelles de ses personnels, les contreforts des Vosges épaulant à l’Est-Sud Est la 10ème Division (Billotte) qui malgré un retard d’une dizaine de jours prenait à son compte le secteur des Vosges et des crêtes.

Il restait à résoudre le problème de la logistique sans laquelle une armée moderne peut devenir inopérante. Ce fut l’oeuvre du 4ème Bureau de l’Armée, lequel devait parvenir à approvisionner nos C.A. en munitions, en carburant et en vivres en vue de toute la bataille, tout en préservant absolument le secret des opérations.

De plus, il fallait prévoir les évacuations, tant du fait des intempéries que – surtout – des pertes sensibles que l’adversaire ne manquerait pas de nous infliger. Le réseau routier dont nous disposions n’avait qu’un faible débit, tout comme la voie ferrée unique qui nous reliait aux bases méditerranéennes.

Le Colonel ALLARD, chef du 4ème Bureau, fit de véritables acrobaties, car le commandement n'entendait pas différer d'un jour la date prévue pour le déclenchement de l'offensive. L'insistance du Général de LATTRE nous valut heureusement de bénéficier de certaines priorités sur les axes de circulation.

LE 1er CORPS D'ARMÉE PASSE A L'ACTION

Enfin le 20 janvier 1945 ce fut – en accord avec les Alliés, l'attaque non pas sur la direction Nord-Sud comme le prévoyait le Commandant de la 19e Armée allemande (préalablement intoxiqué comme nous l'avons vu, et de plus alerté par les mouvements de troupes dans la zone de notre 2e C.A.), mais par le 1er C.A. du Général BETHOUARD.

Un déluge d'artillerie réalisé par 102 batteries s'abattit sur un ennemi totalement surpris. Toutefois, le général RASP qui commandait la 19e Armée allemande disposait d'excellentes troupes et avait reçu le renfort de la fameuse brigade blindée SS « Feldhernhalle » et de la 2e Division de Montagne en provenance de Finlande. Même surpris, l'adversaire du Général de LATTRE pouvait faire face à toutes les éventualités grâce au dispositif resserré de son armée. De plus, dès le début de l'offensive française, une tempête de neige d'une rare violence vint contrarier sérieusement l'action du 1er C.A. attaquant d'Ouest en Est avec la 4ème D.M.M., la 2ème D.I.M. et la 9ème D.I.C. ; la 1ère D.B. étant son élément de manoeuvre.

La 4ème D.M.M. appuyée aux contreforts des Vosges, est bloquée peu après son démarrage, les chars ne pouvant accompagner ses mouvements.

Au centre, la 2ème D.I.M., bien que placée au départ dans des conditions aussi difficiles, réussit à atteindre la forêt de Nonenbrück, la route de Thann à Mulhouse et à aborder Cernay par le sud, le tout se soldant par un gain de 5 kilomètres.

Enfin la 9ème D.I.C. opérant dans un secteur comportant un véritable enchevêtrement de petites localités, réussit grâce à un audacieux coup de main du 23ème R.I.C. à s'emparer d'un passage sur la Doller ; puis, énergiquement appuyée par le CCI de la 1ère D.B., libère dans la foulée Pfalstatt, Lutterbach, Bourtzwiller, Illzach et Kingersheim, repoussant chaque fois de vives réactions de l'ennemi.

Finalement cette première journée ne donne pas les résultats escomptés. Toutefois elle permet d'apprécier l'allant et la combativité des jeunes Français qui avaient assuré, au sein de la 9ème D.I.C. les éléments africains en raison des rigueurs du climat.

La journée du 21, avec des conditions atmosphériques inchangées, n'apporte pas les succès souhaités.

La 4ème D.M.M. en est réduite à repousser des contre-attaques ennemies.

La 2ème D.I.M. subit elle aussi une très dure contre-attaque, mais parvient à reprendre le terrain perdu la veille, et même à réaliser une légère avance .

La 9ème D.I.C. enfin, se heurtant à une très forte résistance allemande, peut ici et là grignoter le dispositif adverse.

Le 21 janvier au soir, le Général BETHOUARD constatant la baisse du moral et la fatigue de ses troupes, exprime au Commandant en Chef la nécessité d'adopter pour un temps une attitude défensive. Mais le Général de LATTRE est inflexible et au cours d'un contact direct avec les cadres supérieurs du 1er C.A., il maintient l'ensemble de ses directives – son intention étant de déclencher le lendemain l'offensive du 2e C.A. – l'autre mâchoire de l'étau qui doit enfermer la 19e Armée allemande. Il ne peut laisser aucun répit à l'ennemi.

Le 22 janvier, les conditions atmosphériques sont encore plus mauvaises que les jours précédents. Mais est-ce l'influence personnelle du Commandant en Chef ? Toujours est-il que le 1er C.A. reprend son offensive en dépit de la fatigue et de l'insuffisance de sommeil. La 4ème D.M.M. s'empare de Reiningue tandis que la 9ème D.I.C. repousse de fortes contre-attaques en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi.

Dans la nuit du 22 au 23 janvier, cependant que le 2e C.A. s'apprête à entrer en action, des remaniements de détail sont opérés au sein du 1er C.A.

La 4ème D.M.M., adoptant une attitude défensive, relève la gauche de la 2ème D.I.M. pour permettre à celle-ci de concentrer ses efforts tandis que des éléments F.F.I., ayant reçu les numéros de tradition du 2ème B.C.P. et du 152ème R.I., s'insèrent entre la 2ème D.I.M. et la 9ème D.I.C.

Au cours des trois jours suivants le 1er C.A. obtient quelques succès de détail. C'est ainsi que la 9ème D.I.C., appuyée par les CC1 et CC3 de la 1ère D.B. finit, après s'être emparée de plusieurs localités, par capturer une centaine de prisonniers appartenant pour la plupart à la Brigade SS « Feldhernhalle ». De son côté la 2ème D.I.M. réalise une poussée en direction de Wittelsheim.

L'ENTREE EN JEU DU 2e C.A.

Comme prévu, le 2e C.A. entre en jeu dans la nuit du 22 au 23 janvier 1945.

La 1ère D.F.L, et la 3e D.I. US attaquent conjointement en direction du Sud-Est à partir de la ligne Grieman-Ostheim. La forêt communale de Colmar et Illhausern sont atteints ; une tête de pont sur l'Ill est réalisée.

L'ennemi réagit avec le gros de ses blindés. Arrêté par nos feux d'artillerie, il conserve

cependant des passages sur la Fecht.

La 2ème Division de Montagne, encore incomplète, intervient dans cette action sans toutefois faire preuve de mordant – composée en grande majorité d'Autrichiens elle ne semble pas (aux dires des prisonniers) animée des mêmes sentiments que les autres G.U. de la 19e Armée. Celle-ci, persuadée d'autre part que notre objectif était Colmar, a immobilisé pour la défense de la ville des unités qui auraient pu intervenir dans la bataille en cours.

Les combats font rage jusqu'au 27 janvier en vue de la possession de Jebsheim et de Grüssenheim. Des deux côtés les belligérants sont épuisés. Finalement les légionnaires de la 13ème Demi-Brigade parviennent, avec l'appui des chars de la 2ème D.B., à s'emparer de Grüssenheim. La 1ère D.F.L. tient les positions acquises jusqu'à la matinée du 29, lorsque l'ennemi qui tente de revenir en force depuis plus de 24 heures finit par lâcher pied sous les tirs combinés de notre artillerie et de nos chars.

L'adversaire laisse plus de 200 tués sur le terrain et autant de prisonniers. Les pertes françaises sont, hélas, également lourdes avec 20 officiers et 300 gradés et hommes de troupe hors de combat. A noter que cette affaire a fait apparaître la qualité des blindages des chars allemands « Tigre » et « Panther », invulnérables à nos projectiles anti-chars. Il fallut faire donner l'artillerie, avec ses obus fumigènes, pour détruire un certain nombre de ces blindés.

Ce fait d'armes du couple 1ère D.F.L./2ème D.B. donne lieu à une exploitation immédiate.

Le 30 et le 31 janvier nos troupes poussent en direction du Rhin et, le 1er février, s'emparent de Markolsheim.

LE GENERAL DE LATTRE PREPARE LA DERNIÈRE PHASE

Le Général de LATTRE sent que la partie est sur le point d'être gagnée. Pour emporter la décision il lui faudrait un appoint de troupes fraîches. Le 6e Corps d'Armée US dont il dépend finit par accéder à ses demandes. Il faut dire qu'entre temps l'offensive de von RUNDSTEDT s'est soldée par un échec et que le Haut Commandement américain dispose de réserves. C'est ainsi que le 21e C.A. US – dont les 3e et 28e D.I. se trouvaient déjà en place dans notre dispositif, est mis à la disposition de la 1ère Armée française qui reçoit l'appoint de la 75ème D.I. et surtout de la 2ème D.B. US.

Sûr du résultat final, le Général de LATTRE prend l'engagement de remettre ces G.U. à la disposition de l'échelon supérieur à la date du 10 février. En même temps le Commandant en Chef de la 1ère Armée française se voit accorder un sursis en ce qui concerne l'envoi de deux de ses divisions sur la poche de Royan.

Le 21e C.A. US prend donc place entre les 1er et 2e C.A. français, cependant que la 1ère D.F.L. et la 2ème D.B. (LECLERC) reçoivent la mission de liquider les poches résiduelles

ennemies à l'ouest du Rhin. Il s'agit là d'éléments sacrifiés pour permettre l'évacuation à l'est du fleuve des débris de la 19e Armée. Celle-ci avait reçu l'ordre formel de tenir jusqu'au dernier homme la « tête de pont Alsace », mais le Général RASP ne se faisait plus aucune illusion.

Tout pouvait donc aller très vite. Dans la zone du 2e C.A., depuis la prise d'Erstein et de Markolsheim, l'ennemi ne disposait plus du côté Est que d'un étroit couloir entre l'Ill et le Rhin.

Au sud, le 1er C.A. poursuivait patiemment le « grignotage » auquel il avait été contraint par la force des choses. Bloqué devant Cernay, il poussait en direction de Wittelsheim et de Vieux Thann.

Le 21e C.A. US entra en action le 28 janvier au soir, et cela se sentit d'autant mieux que les divisions américaines disposaient d'un soutien logistique permettant toutes les audaces. La 75èm D.I. ne devait toutefois intervenir que le 1er février.

LA BATAILLE DE COLMAR

Disposant désormais de 3 C.A. (13 divisions + les éléments de réserve générale) – soit près de 400.000 hommes et 1.000 pièces d'artillerie, le Général de LATTRE est à même de passer à la dernière phase de son plan.

Son objectif prioritaire est Brisach sur lequel convergent les actions de ces Corps. En même temps il se réserve des effectifs en bordure du Rhin de Markolsheim pour renforcer si nécessaire la défense de Strasbourg.

Le 21e C.A. US qui dispose (outre les divisions américaines mentionnées plus haut) de notre 5èm D.B. (Vernejoul), du 1er Groupement de Choc et de notre 1er Régiment de Parachutistes, est chargé de l'effort principal. Il doit forcer sur Brisach en effectuant sa jonction avec le 1er C.A. Français et libérer Colmar entre temps si les circonstances le permettent.

La 3e D.I. US et la 5èm D.B. franchissent le Canal de Colmar dans la nuit du 29 au 30 janvier et atteignent Widensolen le 1er février. Plus à l'Est, grossies des commandos de choc et du 1er R.C.P., elles se heurtent à une défense ennemie extrêmement forte.

A l'Ouest, la 75e D.I. US, appuyée par le CC4 (SCHLESSER) de notre 5èm D.B., prend pied à Horbourg et progresse au delà en mettant l'ennemi en situation critique.

Mais la Météo favorise une fois de plus l'adversaire. Un printemps inattendu provoque prématurément une fonte des neiges transformant ruisseaux et rivières en fleuves et détruisant bon nombre de ponts indispensables. Les troupes du génie doivent de ce fait

accomplir des prodiges pour permettre – au prix de lourdes pertes, la poursuite de l'offensive. Grâce aux sapeurs américains et français, la progression reprend à un rythme accéléré.

Au Nord, le 21e C.A. atteint le Rhin le 31 janvier, obligeant l'ennemi à décrocher.

Le 21e C.A. US, renforcé par la 2ème D.B., déborde Colmar par l'Est et le Sud-Est et pousse en direction de Brisach. L'ennemi qui s'attend toujours à une attaque en force de Colmar par le Nord, maintient inutilement des forces dans la ville au détriment de sa manoeuvre d'ensemble.

Le Général RASP tente alors de protéger le repli de son armée par Brisach en lançant une contre-attaque désespérée sur Ibshiem en y consacrant toute son artillerie et ses blindés disponibles. Après un succès partiel, ses troupes subissent en deux jours de combat de très lourdes pertes et sont contraintes au repli.

Le Général de LATTRE estime alors que les circonstances sont devenues favorables pour que Colmar puisse être cueillie comme un fruit mûr ». Sans pour autant abandonner l'objectif de Brisach prévu, il ordonne au 21e C.A. US de maintenir sa pression vers l'Est (75e D.I. US) sur Sundhoffen et Andolsheim et d'attaquer Colmar par surprise (28e D.I. US).

Le 2 février, peu avant midi, nos blindés du CC4 (Général SCHLESSER) qui, par un geste chevaleresque du 21e C.A. et de la 28e D.I. US, avaient reçu l'honneur d'entrer les premiers dans la ville, arrivaient sur la place Rapp. Le nettoyage ne demandera guère que deux jours. Nous reviendrons plus loin sur le détail de cette manoeuvre au résultat capital, car la poche de Colmar était encore partiellement tenue par un ennemi dont il fallait couper la retraite.

Au 1er C.A. – simple coïncidence peut-être, tout s'accélère avec la nouvelle de la prise de Colmar.

Le 3 février, la 4ème D.M.M. s'empare de Cernay la 2ème D.I.M. entre à Wittelsheim tandis que la 9ème D.I.C. atteint la route Wittelsheim-Ensisheim et aborde ce dernier village au cours de la nuit. Il lui faudra néanmoins 24 heures pour le conquérir.

Le 4 février, la 4ème D.M.M. est à Rouffach et fait jonction le lendemain matin avec la 12ème D.B. du 21e C.A. US ; le 1er C.A. pousse le 6 février vers Chalampé et s'empare de Fessenheim le 7 tandis que l'E.M. de la 19e Armée allemande l'avait abandonné la veille.

Les derniers bouchons ennemis s'effondrent un à un le 9 au matin ; la 2ème D.I.M. et la 9ème D.I.C. bordent le Rhin, et à 8 h les derniers éléments ennemis se replient en territoire allemand en faisant sauter le pont de Chalampé.

C'est la fin de la « tête de pont Alsace ».

Au Nord, les opérations se déroulent sur un rythme analogue. Le 21e C.A. US s'empare sans coup férir de la citadelle de Neuf Brisach (3e D.I. US). Pivotant autour d'elle, les 28e, et 75e D.I. US et la 2ème D.B. française foncent sur Chalampé. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la jonction avec le 11e C.A. s'effectue le 5 février et se renforce le 7. Dans la journée du 8, c'est le nettoyage de la Forêt de Hardt et le 9 c'est, répétons-le, le repli définitif des débris de la 19e Armée.

Enfin sur la ligne des Vosges, la 10ème D.I. du Général BILLOTTE participe également à cette phase ultime de la bataille en nettoyant les vallées de la Fecht et de la Lauch dans les journées du 4 et du 5 et en liquidant le noyau de résistance du Hohnek. La route des crêtes est dépassée après la chute de Markstein et du Grand Ballon. Prenant liaison avec la 4ème D.M.M., la 5ème D.B. achève le nettoyage des contreforts des Vosges en s'emparant d'Osenbach et, dans la journée du 6 février, de Soulzmatt, dernier point où l'ennemi marque encore une volonté de tenir.

UN BILAN GLORIEUX

La bataille de Colmar s'achève donc victorieusement le 9 février 1945 et le Général de LATTRE peut, comme prévu, remettre le 21e C.A. à la disposition du Haut Commandement U.S.

Chèrement acquise, la victoire n'en est pas moins incontestable. La 19e Armée allemande a laissé entre nos mains plus de 20.000 prisonniers, 70 chars et 80 canons. Selon nos estimations les plus vraisemblables, elle a perdu 6 à 7.000 tués et au moins 25.000 blessés non remplacés. Néanmoins, elle a pu replier à l'Est du Rhin de 40 à 50.000 combattants.

De notre côté, les pertes sont sévères : 2.437 tués dont 542 US, près de 12.000 blessés dont 2.700 US. En outre il y eut plus de 7.000 hospitalisations pour gelures, maladies ou accidents.

Mais il y avait la joie intense d'avoir conservé à l'Alsace – et intactes, ses capitales Nord et Sud, et d'avoir délivré les populations de la plus lourde oppression. C'était du positif qui cependant ne pouvait empêcher le Commandant en Chef de penser à tous les jeunes hommes et à tous les officiers qui, par leur sang, en avaient payé le prix.

Si la jonction Nord et Sud avait pu s'opérer selon ses prévisions, la 19e Armée allemande tout entière aurait disparu de l'Ordre de Bataille ennemi. Une exploitation immédiate du succès aurait peut-être pu s'opérer alors en plaine de Bade. Mais il fallait faire face aux nouvelles réalités et tenir solidement la rive française du Rhin ; mettre à l'instruction et intégrer les formations françaises issues de la Résistance, afin de permettre à notre Armée de jouer un rôle prépondérant dans la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir sur le territoire du Reich.

Mais ce futur sort des limites de notre exposé.

RETOUR A LA LIBÉRATION DE COLMAR

Revenons donc à la Libération de Colmar – que nous avons à peine mentionnée, en nous référant au journal de marche de la 5èm D.B. et à quelques témoignages de combattants.

Mis à la disposition du 21e C.A. US, le CC4 opérant en liaison avec la 3e D.I. US avait accentué le débordement de Colmar par l'Est et s'était emparé de Wihr et de Plaine, le 30 janvier.

Le 1er février, en liaison avec la 75e D.I. US, elle avait occupé Horbourg, localité au nord-est de Colmar et, tout près de l'agglomération, elle avait pris Andolsheim et abordé Sundhoffen.

C'est à ce moment que le Général de LATTRE décida de s'emparer de Colmar. La 75e D.I. US opéra une diversion sur Andolsheim avec une forte démonstration d'artillerie, cependant que le CC4 – mis à la disposition de la 28e D.I. US, prenait toutes les mesures nécessaires pour attaquer Colmar par le nord, le 22 février au matin. Pour cela il dut effectuer, pendant la nuit du 1er au 2, une conversion par Bischwihr, Riedwihr et franchir l'Ill au pont de la Maison Rouge.

L'attaque démarra à 7 h mais se heurta à un large fossé anti-char déjà bordé par le 109e Régiment d'Infanterie US. Un trou découvert permit à deux des sous-groupements (Préval, puis du Breuil) de s'y engouffrer au prix de quelques escarmouches qui nous valurent de faire une cinquantaine de prisonniers. Vers 11 h 30, le sous-groupement Préval arrive sur la place Rapp. Du Breuil le dépasse, traverse la ville en trombe et libère Wintzenheim au sud-ouest de Colmar. En fin d'après-midi, Wettolsheim et Equisheim sont libérés.

Le 1er R.E.C. intervient à son tour et atteint Herzlisheim. L'ennemi totalement surpris n'abandonne pas pour autant la partie. L'est et le sud-est de la ville sont encore assez solidement tenus par des nids de résistance. De petites contre-offensives sont même déclenchées, mais repoussées.

Durant la nuit, le Bataillon de choc et le 1er R.C.P., appuyés par les chars, procèdent au nettoyage de la ville et des faubourgs du sud-est. Cette affaire dure encore toute la matinée du 3, et au début de l'après-midi les autorités civiles peuvent être accueillies par les libérateurs.

Bien sûr, c'est la 5èm D.B., et surtout le CC4 qui ont libéré la ville, mais ce fait d'armes résulta de l'ensemble de la manoeuvre conçue et ordonnée par le Général de LATTRE et exécutée par la totalité de l'Armée : le 21e C.A. US ; les 1er et 2e C.A. et les éléments non-indivisionnés, y compris l'aviation qui, chaque fois qu'elle put intervenir pesa de tout son poids dans la balance du succès.

Nous avons vu qu'après la libération de Colmar, le gain définitif de la partie n'était plus qu'une question de quelques jours.

Avec une joie intense, la ville de Colmar retrouva rapidement son rythme antérieur d'activités et manifesta sa gratitude aux libérateurs. La population tout entière s'était massée le 8 février

pour acclamer les troupes américaines et françaises, ne ménageant pas les applaudissements aux uns comme aux autres et dont les chefs eurent largement leur part.

Le 152èm R.I. – notre glorieux 15-2 reconstitué et ayant participé à la bataille retrouvait sa garnison de tradition. Le 10 février, en présence du Général de GAULLE, il recevait son drapeau auquel était attaché le titre de 1er Régiment de France.

Nos Alliés non plus, notamment le Général EISENHOWER, Commandant Suprême des Forces Alliées, et le Général DEVERS, Commandant le 6e Groupe d'Armées, ne ménagèrent pas leurs félicitations en soulignant l'étroite fraternité d'armes qui avait marqué toute la bataille.

Mais tous les grands événements ont leur épilogue. Un an plus tard, le Général de LATTRE devenu Chef d'État-major Général de l'Armée reçut partout en Alsace les témoignages inoubliables de la reconnaissance des populations. Et au cours d'une imposante prise d'Armes qui eut lieu à Strasbourg, M. BOLLAERT, Haut Commissaire de la République, lui remit en souvenir de ses victoires une réplique du sabre du Général KLÉBER, identique à celui que porte sur sa statue le héros des Guerres de la Révolution. Dans son allocution, M. BOLLAERT ajouta même que « si le grand empereur vivait encore, il eût décerné au Général de LATTRE le titre de « Prince d'Alsace »…, et ceci aux vibrants applaudissements de la population.

Mais je précise que nous qui étions sous ses ordres avions pris les devants. Une tradition du Moyen-Age voulait que le chef victorieux fût élevé sur le pavois par ses Guerriers et reçût le titre de Roi. Et c'est spontanément que nous avions déjà décerné à notre Grand Chef le titre respectueux et empreint d'affection de « Roi Jean ».

Memorial – biographies Am-Az

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial,Europe de l'Ouest,Renseignement,Services allemands
1 octobre 2024

AMBOS

Joseph

Pseudonymes: Georges MAURER, RENÉ

Né le 20 avril 1915 à Soufflenheim (Bas-Rhin) de Aloyse Ambos et de Marie Mack Célibataire Profession: militaire de carrière Décédé le 23 février 1943 àBrandenburg-Goerden (Allemagne)

Réseaux: S.S.M.F./T.R., Saturne du S.R. Kléber (P4)Agent P2

Joseph Ambos était militaire de carrière. Il s'était engagé en 1923, avait été successivement au 170e RIF à Sélestat, au 23e RIF à Haguenau et au 79e RIF à Hunspach. Sa conduite en 1939-40 devait lui valoir la Croix de Guerre.

D'après ses parents, devant l'avance des troupes allemandes en 1940, il se serait d'abord réfugié en Suisse et, par la suite, aurait rejoint Grenoble puis Lyon où il aurait intégré le groupe Saturne du S.R. Kléber (le 1er avril 1942, d'après les Archives d'Alger).

C'est en effet en mars 1942 que Mlle Kauffmann, agent recruteur pour le S.R. Kléber (P4), le présente au commandant Schaller. Joseph Ambos est alors employé à la Commission d'armistice de Lyon, mais désire quitter cet emploi pour une activité de Résistance et se montre volontaire pour des missions de renseignement en Alsace et dans le Reich. Il reçoit donc une formation d'agent de renseignement (avril 1942) et des papiers d'identité pour ses futures missions.

Comme en témoignera le commandant Schaller, vers le 20 mai 1942, il envoie à la boîte aux lettres qui lui a été indiquée des renseignements d'ordre militaire sur la région Nancy-Epinal; puis, vers le 15 juin, un second courrier de renseignements militaires. Plus rien n'arrivant de lui à partir de ce moment, le commandant Schaller ménera une enquête auprès de sa famille, à Soufflenheim et à Strasbourg.

Il en ressort que Joseph Ambos est à Strasbourg le 1er juillet 1942, après une difficile traversée des Vosges en plusieurs jours, au cours desquels il a eu à essuyer de nombreux coups de feu. Il confie alors à son frère la teneur des missions qu'il veut entreprendre: renseignements et délivrance et rapatriement en France Libre de deux officiers prisonniers dans un oflag près de Vienne (Autriche), cette seconde mission devant lui permettre de se procurer l'argent nécessaire à l'exécution de la première. Sa famille l'aide d'ailleurs en lui donnant 350 Reichmarck.

Joseph Ambos part donc le 5 juillet 1942 pour Vienne et son frère reçoit une carte anodine signifiant qu'il y est bien arrivé. Il dit qu'il rentrera par Constance et par la Suisse, pour être à Lyon avec des renseignements et avec les prisonniers à la fin du mois de juillet. Une seconde carte, de Constance, arrive bien. Mais, le 14 juillet, sa famille de Soufflenheim est avertie de l'arrestation de Joseph Ambos pour espionnage.

Il a été pris le 11 juillet 1942 (Arch. d'Alger) à Massevaux (Haut-Rhin), sans doute sur le chemin du retour, porteur de renseignements militaires importants. C'est ce qui apparait à sa famille, plusieurs fois interrogée par la Gestapo à Kehl et à Strasbourg, et ce qu'il dit à son frère lors d'une brève entrevue à la prison de Kehl où il est incarcéré du 13 juillet au 19 septembre 1942. Puis il est transféré à Berlin .

Il paraît à peu près certain que Joseph Ambos, pre…

Extrait du Bulletin : Une page de la Résistance en Alsace

Category: Archives du site
1 octobre 2024

par Jean-Pierre SPENLÉ, *président des anciens GMA*

Les débats de la résistance des Alsaciens en Alsace annexée et dans le reste de la France

La convention d'armistice signée entre la France et l'Allemagne, en juin 1940, ne comportait aucune disposition particulière sur le sort des trois départements du Rhin et de la Moselle.

Ceci n'empêche pas les Allemands d'y introduire leurs lois par ordonnance des Gauleiter Wagner et Burckel, nommés par Hitler, afin de germaniser les citoyens français qui y résidaient. Les Gauleiter Wagner, pour l'Alsace et Burckel pour la Moselle, s'appuyèrent sur la Gestapo, la S.D. et les camps de concentration du Struthof et d'internement de Schirmeck, afin de réaliser leur oeuvre d'annexion et la soumission de la population au régime national-socialiste en vigueur en Allemagne.

Face à cette dictature, la résistance en Alsace commença très tôt. Dès août 1940 un certain nombre d'Alsaciens réfugiés en zone sud, prirent contact entreeux et décidèrent de rentrer en Alsace afin de ne pas laisser le champ libre aux Allemands et pour leur opposer une résistance organisée. Marcel Kibler, Paul Dungler recrutèrent des patriotes bien décidés à résister à l'occupant. La première réunion se tint à l'usine Du Breuil à Saint-Amarin, le 5 octobre 1940 et il y fut créé la 7ème colonne d'Alsace. Fin 1940, 40.000 Alsaciens et Lorrains, jugés inassimilables au Grand Reich, furent expulsés en zone libre, parmi eux Kibler, qui avait refusé de signer une déclaration de fidélité au Grand Reich. Paul Dungler, menacé d'arrestation par la Gestapo réussit à s'évader et rejoignit également la zone libre. Paul Winter, industriel à Mulhouse, prit le commandement du réseau.

Au même moment en zone sud, des contacts s'établissaient entre des réfugiés alsaciens et des cadres du 51ème régiment de Cuirassiers. Le capitaine d'Ornant, de Bayon, conseilla au lieutenant de réserve Barreis de rentrer en Alsace pour y constituer un réseau de résistance. Il lui promit l'aide de l'armée d'armistice. Strictement compartimentée en cellules de trois membres, la 7ème colonne d'Alsace prend le nom de **réseau Martial** et fut l'une des rares organisations de résistance à ne jamais être démantelée par l'ennemi, par la suite elle sera intégrée à l'organisation de résistance de l'armée.

L’armée d’armistice dont un grand nombre d’officiers n’admettent pas la défaite, prépare en secret la revanche. Des armes, du matériel sont camouflés, certains officiers sont détachés après des réseaux, une lutte secrète est entreprise contre les agents allemands infiltrés en zone sud, dont certains sont exécutés.

En Alsace, Barreis crée le réseau Résistance et organise la résistance dans le Bas-Rhin. Il recrute des chefs de secteur et étend son action dans le Haut-Rhin avec Vuillard, Heitz, et Anglo vers la Lorraine. Ce réseau fonctionna jusqu’au 16 juin 1942, date à laquelle il est décapité par une série d’arrestations : Barreis, Wenninger, R. Heitz, Henner, Bosenmeyer sont condamnés à mort ; les autres résistants à des peines de prison. Il faut mentionner l’action courageuse de jeunes étudiants alsaciens qui créèrent le front de la jeunesse d’Alsace, commandé par Adam Pfister et certains autres. Il agit auprès de la jeunesse et organise un attentat contre le Gauleiter Wagner. Celui-ci y échappe, Adam est arrêté et fusillé. Les communistes alsaciens créent un réseau animé par Wodli, eux aussi paient un lourd tribut : Wodli et plusieurs de ses camarades sont arrêtés et fusillés.

Les missions de tous ces réseaux sont multiples :

– Recherche de…